

CONSEIL DE PARIS
Séance des 14-15-16 décembre 2009

Vœu présenté par les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés dans le cadre du Budget Primitif 2010, relatif à la lutte contre les conduites addictives chez les jeunes Parisiens

Les derniers chiffres présentés par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) le 26 novembre dernier au sein de l'hôtel de Ville dressent un constat préoccupant des usages de produits psychotropes à Paris chez les jeunes de 17 ans.

La Ville de Paris a en effet engagé un partenariat approfondi avec l'OFDT qui nous permet de suivre l'évolution des consommations des jeunes Parisiens, de croiser les résultats avec leur mode de vie, leur socialisation, leur environnement et de les comparer avec le niveau régional ou national. Malgré la faible taille de l'échantillon parisien, les chiffres présentés nous obligent à acter ces évolutions préoccupantes.

Pour le tabac, nous avons noté une hausse de 25 % de l'usage quotidien ; pour l'alcool et notamment les ivresses répétées une hausse de 86%, et enfin pour l'expérimentation de cocaïne nous aurions une progression de plus de 300% depuis 4 ans.

Paris se trouve aujourd'hui à des niveaux d'usages supérieurs à ceux mesurés sur l'ensemble du territoire et dans le reste de la région. Or nous savons que notre Ville est souvent préfiguratrice et « prescriptive » de nouveaux comportements au niveau national.

Concentré sur le volet répressif de la lutte contre la toxicomanie, le gouvernement de N. Sarkozy passe à côté des véritables enjeux, qui sont de mettre tous les moyens sur une politique de prévention innovante et efficace, dans une optique de santé publique.

Dès lors, la ville de Paris doit se mobiliser encore plus fortement et de manière innovante afin de lutter contre ces tendances inquiétantes.

C'est pourquoi le Conseil de Paris, sur proposition des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés demande que les moyens soient renforcés pour intensifier de façon significative la prévention des conduites à risques et addictives auprès des jeunes Parisiens et accroître l'action des associations sur le terrain dont les intervenants sont en nombre nettement insuffisant.